



Informations du Guatemala

1ère année / N°46

du 12 au 19 novembre 1983

POLITIQUE

L'aide militaire nord-américaine est attribuée
L'administration des Etats-Unis cherche à affermir le CONDECA
Des instructeurs guatémaltèques au Honduras
Les Etats-Unis suspendent l'aide économique
Le gouvernement : Une mesure unilatérale
L'ambassadeur reconnaît l'ingérence des Etats-Unis au Guatemala
Le "New York Times" : L'usure du gouvernement
Le ministre de l'Agriculture est destitué
Le vice-ministre salvadorien : Nous avons un ennemi commun

EGLISE

Monseigneur Penados : Nous vivons dans la terreur quotidienne
Le Pape soutient la mission de l'Eglise guatémaltèque
Persécution systématique contre l'Eglise
Les évêques attaqués par de hauts fonctionnaires

ECONOMIE

Le budget 1984 est diminué

INSURRECTION

Attaques contre les forces de police dans la capitale
Propagande révolutionnaire dans le Peten
12 soldats blessés

DROITS DE L'HOMME

La FIDH accuse
85 personnes victimes de la répression en 8 jours
600 personnes arrêtées au cours d'une rafle
6 cadavres mutilés
Les séquestrés sont dans des bases militaires
Des officiers tendent une embuscade à des civils
Les forces de sécurité enlèvent un homme d'affaire

POLITIQUE

L'AIDE MILITAIRE NORD-AMERICAINE EST ATTRIBUEE

Le colonel Pablo Nuila Hub, secrétaire de presse de la présidence, a annoncé que l'aide militaire nord-américaine devrait parvenir au Guatemala dans le courant de la dernière semaine de novembre.

Selon Nuila, le gouvernement de Mejia Victores a sollicité cette aide "face au danger d'une guerre en Amérique Centrale".

L'ADMINISTRATION DES ETATS-UNIS CHERCHE A AFFERMIR LE CONDECA

De retour de sa tournée en Amérique Centrale, Frédérick Ikle, sous-secrétaire à la commission des questions politiques du ministère de la défense nord-américain, a déclaré le 13 à Washington que son gouvernement cherche à affermir le Conseil de Défense Centre-Américain (CONDECA).

Selon Ikle, le CONDECA pourrait améliorer la logistique et l'entraînement des effectifs militaires des armées du Guatemala, du Salvador et du Honduras. "Ils doivent bien sûr établir des plans car n'importe lequel de ces pays peut être attaqué par le Nicaragua".

Ikle avait déjà attiré l'attention par un discours, prononcé à Baltimore en septembre dernier, dans lequel il soutenait que le problème centre-américain ne pouvait être résolu par de simples négociations politiques. La Maison Blanche n'avait pas démenti ces déclarations.

DES INSTRUCTEURS GUATEMALTEQUES AU HONDURAS

Le colonel Edgar D'Jalma Dominguez, chef des Relations Publiques de l'armée, a annoncé que deux instructeurs de l'école militaire des kaibiles du Peten (centre d'entraînement militaire pour la contre-insurrection) avaient été envoyés au Centre Régional d'Etudes Militaires (CREM), au Honduras, pour entraîner les commandos d'élite salvadoriens et honduriens.

L'envoi de conseillers guatémaltèques au CREM a été considéré dans les milieux politiques comme un pas de plus vers la coordination et le renforcement de l'assistance militaire entre le Guatemala, le Honduras et Le Salvador, sous les auspices des Etats-Unis.

LES ETATS-UNIS SUSPENDENT L'AIDE ECONOMIQUE

Le 16 novembre, l'ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, Frédérick Chapin, a annoncé officiellement au gouvernement guatémaltèque que le Congrès de son pays avait suspendu l'aide économique au Guatemala le 14 novembre.

La décision du Congrès n'affecte que l'aide gouvernementale directe. L'aide attribuée par les organismes internationaux de crédit continuera à parvenir au Guatemala.

Les milieux politiques assurent que cette mesure est la conséquence des actes contraires aux droits de l'homme que commet le régime militaire et qui ont considérablement augmenté ces dernières semaines.

"C'est une grave erreur", a commenté le vice-ministre des Relations Extérieures, Fréderico Fahsen, en apprenant la nouvelle.

Le 11, John Howard Curry, directeur de la commission de politique économique pour l'Amérique Latine du secrétariat d'Etat nord-américain, avait assuré à la Convention annuelle des gérants du Guatemala que l'administration Reagan augmenterait l'aide économique à l'Amérique Centrale. Elle devait atteindre 287 millions de dollars l'année prochaine. Il avait également assuré que les perspectives offertes au Guatemala "s'amélioreront dans les six mois à venir".

LE GOUVERNEMENT : UNE MESURE UNILATERALE

D'après les déclarations faites le 17 novembre par Ramon Zelada Carrillo, sous-secrétaire de presse de la présidence, la décision nord-américaine de suspendre l'aide économique destinée au Guatemala "est unilatérale et probablement due à la mort accidentelle des deux employés de l' AID" (Agence Internationale pour le Développement).

Les employés de l'AID, Esperanza Sanchez Castillo et José Felipe Ralac Xiloj, ainsi que la fille de Mme Sanchez et l'épouse de Ralac Xiloj, ont été séquestrés le 8 et le 18 octobre lors de contrôles effectués par les forces de sécurité dans la capitale.

Leurs cadavres ont été découverts le 11 novembre dans une automobile incendiée, dans le département de San Marcos (Ouest du pays). La version officielle accuse Ralac et Sanchez d'avoir "collaboré avec la subversion" et assure que leur mort est due à un accident de la circulation. Néanmoins, les familles des victimes rejettent la thèse du gouvernement. Elles affirment que l'un des cadavres au moins portait des traces de tortures; les autres cadavres étaient entièrement brûlés.

L'AMBASSADEUR RECONNAÎT L'INGERENCE DES ETATS-UNIS AU GUATEMALA

Frédéric Chapin, ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, a reconnu la semaine dernière que le gouvernement de son pays avait pris part aux renversements des généraux Romeo Lucas Garcia (23 mars 1982) et Enfrain Rios Montt (8 août 1983).

Chapin, lors d'un séminaire organisé par le secteur privé de Portland, Oregon, a expliqué que "les Etats-Unis avaient perdu le contact" avec le régime de Lucas Garcia, d'où "la nécessité de fomenter le coup d'Etat qui avait permis le renouvellement de l'aide militaire et économique au Guatemala".

"Rios Montt, a-t-il ajouté, a été le meilleur président que le Guatemala ait eu récemment ; néanmoins il ne remplissait pas les conditions posées par Washington".

"Il n'y a ni tueries, ni enlèvements ni assassinats. Au Guatemala, il n'y a rien de tout cela", a conclu Chapin, contredisant les informations fournies par la Commission des Droits de l'Homme de l' ONU, Amnesty International, le Washington Office on Latin America, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme etc.

LE "NEW YORK TIMES" : L'USURE DU GOUVERNEMENT

Le "New York Times", dans son numéro du 12 novembre, affirme que l'image de marque du gouvernement du général Méjia Victores se détériore en raison de l'intensification de la violence politique et de la campagne menée contre l'Eglise Catholique Romaine.

Selon le journaliste du "New York Times", qui s'appuie sur les déclarations d'hommes politiques, de prêtres et de diplomates étrangers, la répression touche des prêtres, des paysans et des hommes politiques modérés au moment où le gouvernement Reagan s'emploie à renouveler l'aide militaire et à augmenter l'assistance économique destinées au Guatemala.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE EST DESTITUE

Le 15, Ivan Najera Farfan a été remplacé au ministère de l'Agriculture par l'ingénieur Adolfo Perdomo Melendez, qui avait occupé cette fonction sous le régime du général Arana Osorio (1970-1974).

Le 1er novembre, le gouvernement avait renoncé à retirer le porte-feuille à Najera Farfan en raison de l'opposition des principales associations du secteur agro-exportateur qui soutenaient le ministre.

Najera était entré en fonction le 23 août. Il succédait à Leopoldo Sandoval Villeda.

LE VICE-MINISTRE SALVADORIEN : NOUS AVONS UN ENNEMI COMMUN

On a appris le 17 novembre que Le Salvador, le Honduras et le Guatemala établissent des critères d'unification pour le fonctionnement du Conseil de Défense Centre-Américain (CONDECA).

Alejandro Gomez Vides, vice-ministre des Relations Extérieures du Salvador, en visite au Guatemala a déclaré : "Nos relations sont plus étroites car nous nous voyons un ennemi commun et le danger est le même pour tous". "Le Salvador et le Guatemala ont des points de vue semblables en politique internationale". Gomez Vides s'est entretenu avec le chef de l'état-major de l'armée et avec des représentants du ministère des Relations Extérieures.

EGLISE

MONSEIGNEUR PENADOS : NOUS VIVONS DANS LA TERREUR QUOTIDIENNE

"Au Guatemala, comme dans d'autres pays d'Amérique Centrale, nous vivons dans la terreur quotidienne et sous l'état d'urgence permanent", a déclaré le président de la Conférence Episcopale du Guatemala, Propero Penados del Barrio, lors d'un entretien publié par le journal du Vatican "L'observatore romano", le 12 novembre. "Le fruit de la terre n'appartient pas à celui qui la travaille parce que la propriété est aux mains d'une minorité". Penados a rappelé que "de nombreux Indiens sont non seulement mal payés, mais encore enfermés dans des ghettos". Devant cette injustice, "l'Eglise ne peut rester indifférente, car elle ne serait pas fidèle à sa mission". Penados a en outre signalé que la violence frappe les indigènes, les paysans et aussi l'Eglise.

LE PAPE SOUTIENT LA MISSION DE L'EGLISE GUATEMALTEQUE

Le 13 novembre le pape Jean-Paul II a exprimé "sa douleur profonde" après l'assassinat du prêtre Augusto Ramirez Monasterio, le 7 novembre au Guatemala. Dans son allocution dominicale, le Saint Père a encouragé l'Eglise guatémaltèque à "dénoncer les abus".

D'autre part, dans un message envoyé à la Conférence épiscopale et publié le 13 dans les pages publicitaires de la presse nationale, le Pape rappelle à l'Eglise du Guatemala ses obligations quant aux "exigences de justice et au respect des droits de l'homme dans votre patrie". Il a évoqué ceux qui, par leur sang ou par leur enlèvement, ont témoigné de leur foi et de leur soutien au peuple.

PERSECUTION SYSTEMATIQUE CONTRE L'EGLISE

L'assassinat du prêtre Ramirez Monasterio s'inscrit dans le cadre de la persécution systématique de l'Eglise par les forces de sécurité, persécution qui, ces derniers mois a atteint un nouveau seuil d'agressivité et de cruauté", a déclaré à "Enfoprensa" le 13 novembre à Mexico le prêtre Leonidas Martinez, responsable du département "Liberté de conscience et religion" de la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG).

Leonidas Martinez voit en l'assassinat du Père Ramirez la réponse officielle aux dénonciations faites par l'Eglise ces dernières semaines de l'augmentation de la violation des droits de l'homme dans le pays. "C'est aussi un avertissement clair à tous les secteurs religieux, sociaux et politiques qui ne se plient pas aux plans gouvernementaux anti-populaires".

LES EVEQUES ATTAQUES PAR DE HAUTS FONCTIONNAIRES

La tension entre l'Eglise Catholique et le régime militaire a encore monté les 16 et 17 novembre. Le ministre de l'Intérieur, Gustavo Lopez Sandoval et le sous-secrétaire de presse de la présidence, Ramon Zelada Carrillo, ont lancé de graves accusations contre les évêques guatémaltèques.

Lopez Sandoval a qualifié de "lamentables, affligeantes et anti-patriotiques" les déclarations épiscopales faites à propos de la responsabilité du gouvernement dans l'assassinat du prêtre Ramirez Monasterio et à propos de la situation d'injustice et de violation des droits de l'homme que connaît le pays.

Quant à Zelada Carrillo, il pense que les évêques par leurs déclarations servent des "intérêts pervers" et alimentent "encore plus la campagne de dénigrement lancée contre le Guatemala, de l'Europe en particulier". "Les évêques devront revenir sur leurs déclarations, a-t-il ajouté, car, au lieu de porter préjudice à la gauche et d'aider le peuple, ils causent des maux irréparables".

ECONOMIE

LE BUDGET 1984 EST DIMINUE

Le colonel Leonardo Figueroa Villate, ministre des Finances, a annoncé le 17 que le budget général de la nation serait de 1.222 millions de dollars. La prévision, il y a un mois, était de 1.339 millions de dollars. Le ministre n'a pas caché que les nouvelles prévisions étaient dues aux négociations menées cette même semaine avec le Fonds Monétaire International (FMI).

La diminution du budget (12% par rapport à 1983) se répercutera sur les secteurs sociaux et les travaux publics, qui demeureront paralysés, alors que, comme l'a annoncé le général Mejia Victores, le budget de la Défense augmentera.

D'autre part, expliquant les causes de la crise financière que connaît le Guatemala, Figueroa Villate en a rejeté la responsabilité sur le Nicaragua: "Les autres pays d'Amérique Centrale ne nous devraient rien, si le Nicaragua ne leur devait rien non plus".

INSURRECTION

ATTAQUES CONTRE LES FORCES DE POLICE DANS LA CAPITALE

Le 17, les porte-parole de la brigade des opérations spéciales de la police nationale ont reconnu que les patrouilles de ce corps avaient été attaquées au moins deux fois au cours de cette dernière semaine par les forces insurgées. Ils n'ont pas divulgué le nombre de pertes subies.

PROPAGANDE REVOLUTIONNAIRE DANS LE PETEN

Les Forces Armées Rebelles (FAR) ont réalisé une intense opération de propagande et d'agitation début novembre dans le département du Peten. L'organisation a fait savoir le 17 que l'action avait pour but de dénoncer l'invasion de La Grenade par les Etats-Unis et les tentatives d'intervention en Amérique Centrale.

12 SOLDATS BLESSES

L'armée a fait savoir le 15 novembre que 12 soldats avaient été gravement blessés à la suite de la chute d'un camion militaire dans un précipice. L'accident s'est produit le 14, sur la route reliant les municipalités de San Pablo et Malacatan, dans le département de San Marcos (Ouest du pays). L'éventualité d'une action insurrectionnelle n'est pas écartée, car cette région fait partie de la zone d'opération de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) qui a déjà tendu de nombreuses embuscades dans ce secteur.

DROITS DE L'HOMME

LA FIDH ACCUSE

La Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) a dénoncé le 14 novembre à Paris, le fait que 15.000 personnes ont été portées disparues ou assassinées par les forces de sécurité du gouvernement du Guatemala depuis l'arrivée au pouvoir du général Rios Montt à la suite d'un coup d'Etat en 1982.

Dans un rapport qui sera présenté fin novembre à la 38° assemblée générale de l'ONU par le vice-président de la FIDH, Antonio Garcia Borrajo, elle dénonce l'existence de prisons clandestines au Guatemala, notamment la prison située dans les souterrains de l'ancienne Ecole Polytechnique, où 800 à 1.000 personnes sont détenues dans des conditions inhumaines.

85 PERSONNES VICTIMES DE LA REPRESSION EN 8 JOURS

Selon les informations divulguées par la police, la presse et les organismes de secours, 85 personnes ont été victimes de la violence officielle entre le 4 et le 11 novembre. 37 personnes assassinées, 20 enlevées et portées disparues, 20 blessées par balles, tel est le bilan provisoire de la situation de violence dans le pays cette semaine.

600 PERSONNES ARRETEES AU COURS D'UNE RAFLE

600 personnes ont été arrêtées le 11 novembre lors d'une rafle massive effectuée par les forces de sécurité du gouvernement dans un quartier de la capitale. La majorité des personnes arrêtées étaient considérées comme "suspectes", quelques-unes n'avaient pas leurs papiers d'identité.

6 CADAVRES MUTILES

Le 14 novembre, les forces de sécurité ont abandonné dans le village de San José Huitan (département de San Marcos) les corps de 6 paysans assassinés par balles.

Les cadavres, que l'on a trouvés pieds et poings liés et portant des traces de tortures, ont été transportés à la morgue de Coatepeque, où de nombreuses personnes se sont présentées afin de les identifier. Il s'agissait des familles des personnes enlevées ces dernières semaines. Mais toute identification était impossible en raison de l'état de mutilation dans lequel se trouvent les cadavres.

LES SEQUESTRES SONT DANS DES BASES MILITAIRES

9 paysans enlevés par l'armée entre le 10 et le 12 août dans le village de Buena Vista, municipalité de Tejutla (département de San Marcos), sont détenus illégalement dans la base militaire de ce département. C'est ce qu'ont déclaré le 13 novembre les familles des paysans. Elles accusent le colonel Alfonso Rebuli d'être le responsable de cette violation des droits de l'homme. Le colonel Rebuli est le commandant de la base militaire du département.

Fausto Macario Castro, Ernesto Lopez Ramirez, Pedro Pablo Chavez Ovalle, Marco Antonio Lopez, Alberto Carmelino Bamaca Chun, Julio Francisco Bamaca Chun, Pablo Emeterio Bamaca Ramirez, Isidro Macario Castro et Pedro Sulin Juarez sont les paysans arbitrairement détenus.

DES OFFICIERS TENDENT UNE EMBUSCADE A DES CIVILS

Les sergents Miguel Angel Morales, José Arevalo Arriaga, Antonio Mejicanos Garcia et le gardien de prison José Angel Juarez, en service à la brigade militaire de Coban, ont tendu une embuscade à des civils dans la soirée du 13. Il s'agit de Edgar Anibal, 23 ans, Cesar Augusto Arriaga, 27 ans, et de Carlos Antonio Chuc, 22 ans. Ils ont été laissés pour mort sous le pont EL Arco, aux environs de la ville de Coban où l'on a déjà découvert plusieurs cadavres.

Deux des jeunes gens ont survécu et identifié leurs agresseurs. Selon le colonel Carlos Augusto Garavito, commandant de la base militaire locale, les officiers étaient en permission et avaient pris les armes sans autorisation.

LES FORCES DE SECURITE ENLEVENT UN HOMME D'AFFAIRE

M. Jorge Amado Chacon a été enlevé le 12 novembre par des hommes armés, vêtus en civil, qui se sont également emparés de son véhicule.

Le 13 novembre, un accident de la circulation a permis de constater que l'automobile de Chacon était conduite par Guadalupe Antonio Alegria Muniz, membre de la police du contrôle économique de la capitale.

La famille de Amado Chacon a reconnu le véhicule et ses papiers. Elle accuse les forces de sécurité du gouvernement d'avoir enlevé l'homme d'affaire.